

concernant les problèmes politiques, lesquelles négociations vont commencer le 10 août. »

P : Ajoutons qu'après Paris, le président rwandais doit se rendre à Bruxelles. Sachez que le ministère de la Justice annonce ce soir la libération temporaire de 23 prisonniers de guerre et de 32 autres personnes détenues pour sympathie avec les rebelles. Une initiative présentée comme une mesure d'apaisement après les accords d'Arusha.

- Journaux Afrique du 18 juillet 92 (1992 JAF 0200)

**282/ Afrique matin (1992 JAF 0200 A)**

P = Pascal Gautier

P : Le président Habyarimana est en France. Il a rencontré hier François Mitterrand. Une rencontre d'importance puisqu'elle survient quatre jours après la signature d'un cessez le feu entre le gouvernement rwandais et les rebelles du FP.

**Itw de Juvenal Habyarimana (Monique Mas) :**

Diffusée la veille au soir

P : Le président rwandais doit se rendre maintenant à Bruxelles. Sachez aussi que le ministère de la Justice a annoncé hier soir la libération temporaire de 23 prisonniers de guerre et de 32 autres personnes détenues pour sympathie avec les rebelles. Une initiative présentée comme une mesure d'apaisement après les accords d'Arusha.

- Journaux Afrique du 20 juillet 92 (1992 JAF 0202)

**Afrique midi (1992 JAF 0202 C)**

Bande manquante

Contenu de la notice Loris :

Son Ministre de la Défense Rwandais : Optimisme sur le cessez le feu

## 283/ Afrique soir (1992 JAF 0202 D)

P = Yves Rocle

T = Le gouvernement accuse les rebelles de violer la trêve conclue il y a quelques jours. Du côté de la guérilla, on dément formellement.

P : ...Le ministre de la Défense, James Gasana, affirme que les rebelles ont lancé aujourd'hui deux attaques presque simultanées dans le nord-est du pays, à Myowe et à Rugarama.

**Itw du ministre rwandais de la Défense, James Gasana (Thomas Kamilindi) :**

« Nous sommes prêts à répliquer à la hauteur de la nature de la violation. Nous aimerions défendre très strictement nos positions et notre ligne puisque nous n'aimerions pas qu'il y ait un débordement. Je crois qu'il y aura plus de chance de respect du cessez le feu après le 31, puisque contrairement à la trêve, le cessez le feu, lui, va être contrôlé par des observateurs neutres... »

P : Autre son de cloche du côté des rebelles maintenant. Pour le FPR, les deux attaques ce matin sont le fait de l'armée gouvernementale. Ecoutez James Ruhego (?). Il est le coordinateur des activités du FPR pour l'Europe.

**Itw de James Ruhego, coordinateur des activités du FPR pour l'Europe (Ghislaine Dupont) :**

« Tout ce que je peux dire, c'est que ce ministre-là est un menteur parce que c'est eux-mêmes qui nous ont pilonnés. Et nous tentons juste de nous défendre. Parce que tout le monde sait très bien que nous occupons ces positions de Myowe, de Rugarama et de Mukarenge.

**(Q. de G.D. : est-ce que vous considérez que c'est une rupture de la trêve que vous avez signée ?)**

Mais absolument. Déjà avec le président Habyarimana qui était à Paris et qui a bien dit qu'il n'attendait pas de demander aux paras français de quitter le Rwanda. C'est déjà la violation du cessez le feu que nous avons signé. Si l'armée rwandaise ne continue pas à nous attaquer, nous espérons que la trêve va tenir et que le cessez le feu va entrer en vigueur et bien sûr nous voulons que les observateurs neutres viennent. »

- Journaux Afrique du 25 juillet 92 (1992 JAF 0207)

## 284/ Afrique matin (1992 JAF 0207 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le FP demande de remplacer les unités militaires françaises par des soldats des Nations unies.

P : Le gouvernement français a souhaité hier que la trêve conclue entre le gouvernement et l'opposition armée se manifeste sur le terrain. Ce qui est loin d'être le cas, Monique Mas, si on en croit notamment les affirmations du FPR.

**Pap. de Monique Mas :**

« En effet, le FPR affirme que, ces deux derniers jours, les forces gouvernementales ont relancé une offensive particulièrement forte contre ses positions de la région de Byumba. Pourtant, lors des négociations pour la paix à Arusha le 13 juillet, les deux parties avaient décidé l'entrée en vigueur d'une trêve le 19 juillet, en attendant le cessez le feu prévu pour le 31 juillet avec le déploiement d'un groupe d'observateurs militaires et l'établissement d'un couloir de sécurité. La trêve dépend elle de la seule bonne volonté des deux parties et, à ce propos, celles-ci doivent d'ailleurs se voir le 27 juillet à Addis Abeba. Par ailleurs, Kigali vient de mettre sur pied une commission consultative sur le cessez le feu. Elle comprend des représentants des ministères concernés et des partis politiques mais aussi des ecclésiastiques. Une manière pour le pouvoir d'associer les forces politiques et morales au processus. Un processus qui doit se solder d'ici octobre par un accord de paix. Et là aussi, une commission de suivi doit en vérifier l'application dans les domaines militaire et politique. La France notamment doit jouer un rôle d'observateur dans cette commission. La France qui invoque la sécurité des ressortissants étrangers au Rwanda pour justifier sa présence militaire dans le pays, deux compagnies et une cinquantaine d'instructeurs. Le FPR, quant à lui, demande le départ de ces troupes françaises et il demande aussi le remplacement par des casques bleus. »

# Août 1992

P = présentateur  
T = titres du journal

- Journaux Afrique du 01 août 92 (1992 JAF 0214)

## 285/ Afrique matin (1992 JAF 0214 A)

P = Pascal Gautier  
T = Le cessez le feu est entré en vigueur hier soir à minuit mais le groupe d'observateurs militaires ne s'est pas encore déployé.

### **Pap. de Monique Mas :**

«Ce déploiement devrait être retardé de quelques jours seulement mais en tout cas cette nuit, les armes se sont tues au Rwanda... Le GOM semble avoir pris du retard pour des raisons technico-logistiques...Le déploiement devrait se faire le long d'un couloir de sécurité mais on ne connaît pas encore avec précisions les modalités de l'opération... »

### **Itw de James Gasana, ministre rwandais de la Défense :**

« ...C'est aujourd'hui qu'arrive le secrétaire général adjoint de l'OUA qui va superviser la mise en place du GOM...Notre équipe est en place, les autres vont arriver petit à petit...Je dois quand même espérer que cela va aller mieux que cela n'a été pendant la période de la trêve. »

## 286/ Afrique midi (1992 JAF 0214 B)

P = Yves Rocle  
T = Les observateurs militaires de l'OUA manquent leur rendez-vous avec le cessez le feu, apparemment respecté par les rebelles du FPR et les forces gouvernementales.

### **Pap. de Monique Mas :**

Diffusé le matin

P : Et j'ajoute que le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali s'est félicité hier soir de l'accord de cessez le feu. Il appelle les deux camps à respecter les décisions prises afin de favoriser le début des négociations politiques.

- Journaux Afrique du 04 août 92 (1992 JAF 0217)

**287/ Afrique matin (1992 JAF 0217 A)**

P = Yves Rocle

P : Le gouvernement a accusé à plusieurs reprises les rebelles d'avoir violé la trêve entrée en vigueur dans la nuit de vendredi à samedi dernier. Notre envoyé spécial Jean Hélène s'est rendu dans les zones occupées par les rebelles dans le nord-est du pays. Résultat : le FPR dément toute violation de la trêve de sa part mais accuse les forces gouvernementales.

**Corr. de Jean Hélène de Byumba :**

« Installé dans une maison de Bugwe (?), village investi il y a deux mois par les maquisards du FPR, Paul Kagame, le chef d'Etat major du FPR, rejette calmement les accusations du ministre rwandais de la Défense. Ce dernier a déclaré lundi soir que les rebelles ont violé le cessez le feu à sept reprises... Le ministre rwandais a fait également état de tirs à l'arme lourde sur des villageois dans le district de Byumba. Aucun bruit ou même écho d'un quelconque bombardement n'a pourtant été entendu dans cette région depuis deux jours. Au contraire, dans les collines règne un silence impressionnant. Des dizaines de villages sont totalement désertés depuis la dernière offensive du FPR en mai dernier. Toute la population du district s'est mise à l'abri essentiellement en zone gouvernementale même si on croise quelques paysans qui ont décidé de rester du côté rebelle. »

**288/ Afrique midi (1992 JAF 0217 B)**

P = Edmond Sadaka

T = Trois personnes tuées dont un policier à Kigali ce matin pendant la dispersion d'une manifestation.

**Pap. de Farida Ayari :**

« Avant d'être dispersé, les manifestants se sont entretenus avec le ministre de la Justice à qui ils réclamaient la libération de tous les Hutus, surtout des militaires accusés d'exactions envers les Tutsis ou d'actes de vandalisme. Ces éléments du MRND voulaient surtout manifester leur désaccord avec le gouvernement de transition dont ils réclament la démission. Les jeunes du MRND semblent relayer sur le terrain la grogne des ministres pro-Habyarimana... En effet, depuis vendredi, le Conseil du gouvernement qui devait préparer la rencontre d'Arusha de lundi prochain est sans cesse reporté. Il s'agit de préparer ce nouveau round de négociations qui doit aborder le volet politique de l'accord de paix, à savoir l'intégration des deux armées et l'entrée du FPR dans le gouvernement intérimaire. »

P : Quant au cessez le feu, il aurait, selon le ministre rwandais de la défense, été violé au moins sept fois. Cela dit, il semble bien que quelques soldats de l'armée régulière profitent de la trêve pour pendre contact avec la guérilla.

**Corr. de Jean Hélène de Kibuye :**

« Ca se serait passé sur la colline de ... tout près de la ville de Byumba. Là où les positions des deux forces sont toutes près l'une de l'autre. Selon le major Kagame, des soldats rwandais sont sortis de leur tranchée le dimanche matin pour s'entretenir avec les maquisards du FPR pendant près de deux heures. Ils ont répété leur geste le lendemain en précisant toutefois que leurs supérieurs n'avaient pas apprécié ce type de contacts avec l'ennemi. D'après le chef rebelle, les recrues rwandaises semblaient pressées d'en finir avec cette guerre, alimentée, disaient-ils, par les patrons de l'Etat major. Lundi soir, sur les ondes de la radio nationale, le ministre de la Défense James Gasana a fait allusion à cet événement mais en parlant de provocation... Peut être que les observateurs du cessez le feu qui commencent à arriver demain à Kigali auront l'occasion d'assister à une de ces causeries entre soldats des deux camps. Du genre de celle qui permet d'espérer qu'après 23 mois de conflit, le Rwanda n'est pas définitivement coupé en deux. »

**289/ Afrique soir (1992 JAF 0217 C)**

P = Muriel Pomponne

T = Trois personnes tuées à Kigali ce matin pendant la dispersion d'une manifestation.

**Pap. de Farida Ayari :**

Diffusé le midi

P : Quant au cessez le feu, il aurait, selon le ministre rwandais de la Défense, été violé au moins sept fois. Le ministre accuse le FPR de provocation.

- Journaux Afrique du 09 août 92 (1992 JAF 0222)

**290/ Afrique matin (1992 JAF 0222 A)**

P = Pascal Gautier

T = Conclusion d'un accord de sécurité entre le Rwanda et l'Ouganda. C'est un élément de plus pour le retour de la paix civile sur le territoire rwandais.

P : ...L'accord conclu hier doit mettre fin à 21 mois de tension entre les deux pays.

**Pap. de Monique Mas :**

« 21 mois de tension mais depuis le mois d'avril dernier, le gouvernement comprend des ministres et même un Premier ministre issus de l'opposition. Ce gouvernement s'est donné pour priorité de parvenir à la paix au Rwanda mais aussi de normaliser ses relations avec les pays voisins... En effet, la majorité des soldats du FPR a fait ses

premières armes dans la guérilla de Museveni, aujourd'hui président de l'Ouganda... Pendant des mois, Kigali n'a pas cessé d'accuser Kampala d'être le principal fauteur de guerre au Rwanda. Et puis finalement, les négociations avec le FPR ont pris un tour nouveau. On en est à discuter l'intégration des deux armées et l'entrée du FPR dans un gouvernement de transition. Un accord de paix rwandorwandais est en vue. Et puis entre le Rwanda et l'Ouganda avec la signature de cet accord de sécurité des frontières, c'est la fin des soupçons. »

P : Les négociations de paix inter rwandaises doivent justement reprendre demain à Arusha.

### **Afrique soir (1992 JAF 0222 D)**

Bande manquante

Contenu de la notice Loris :

Son NGULINZIRA : Chef de la diplomatie à KIGALI ; Accord RWANDA - OUGANDA (M. MAS)

### **- Journaux Afrique du 10 août 92 (1992 JAF 0223)**

#### **291/ Afrique matin (1992 JAF 0223 A)**

P = Yves Rocle

T = Signature d'un accord de sécurité avec l'Ouganda et ce soir, en Tanzanie, inauguration du deuxième round de négociations entre Kigali et rebelles du FPR.

P : ...Les véritables discussions commenceront demain matin. Et puis le Rwanda et l'Ouganda viennent de signer un accord destiné à assurer la sécurité à la frontière entre les deux pays, c'est-à-dire là où opèrent les rebelles.

**Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :**

« Pour la surveillance de la frontière, nous sommes en face de trois mécanismes. Il y a les équipes mixtes de surveillance..., il y a la possibilité de la poursuite de la mission des observateurs français et enfin il y a le travail du GOM.

**(Q. de M.M. : le GOM tarde à se mettre en place. Sait-on quand ils pourront définitivement entrer en action ?)**

Nous attendons de connaître la date d'arrivée des autres contingents... »

## 292/ Afrique midi (1992 JAF 0223 C)

P = Edmond Sadaka

P : Gouvernement et guérilla rwandaise doivent se retrouver ce soir en Tanzanie en présence du secrétaire général de l'OUA...

**Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :**

« Dans un esprit d'ouverture, nous parlerons dans le premier round de négociation politique essentiellement de la question de l'état de droit de l'unité nationale, qui devrait être suivi de la question de l'armée nationale et enfin de la participation du FPR au gouvernement de transition à base élargie. Nous sommes ouverts, nous attendons plutôt de savoir dans quel esprit le FPR vient à ces négociations.

**(Q. de M.M. : le premier volet portera exclusivement sur ce qui est appelé unité nationale, démocratisation. De quoi s'agit-il exactement ?)**

C'est-à-dire que les deux parties doivent échanger sur les règles du partage du pouvoir... Il s'agira de voir si les deux parties sont d'accord sur certains principes. »

- Journaux Afrique du 11 août 92 (1992 JAF 0224)

## 293/ Afrique matin (1992 JAF 0224 A)

P = Yves Rocle

T = Deuxième round de négociations entre Kigali et rebelles du FPR à Arusha.

P : ...Le menu avait été fixé en juin dernier à Paris. Les autorités voulaient parler de l'instauration d'un Etat de droit. Les rebelles eux souhaitaient aborder l'intégration des deux armées et le partage du pouvoir. Premier thème abordé : l'Etat de droit.

**Pap. de Monique Mas :**

« Sous cette rubrique « Etat de droit », le gouvernement inscrit : unité nationale, démocratie, pluralisme et droits de l'homme... Vaste programme... mais il est clair que la question de l'unité nationale soulève celle du retour des réfugiés, des Tutsis essentiellement contraints à l'exil depuis la révolution hutue de 59. Ils sont majoritaires dans les rangs du FPR, qui demande leur retour sans condition. Et sur ce point, le gouvernement est d'accord. Mais surtout l'histoire sanglante entre les deux communautés pose le problème d'un système politique qui soit conçu autrement que comme un jeu de balance entre Hutus et Tutsis. Les droits de l'homme passent aussi par la reconnaissance de tous comme citoyens égaux. Puis le dernier massacre de Tutsis remonte à mars dernier seulement et d'une manière générale, l'insécurité sévit au Rwanda et elle n'est pas le fait seulement de la guerre. Reste la démocratie, le pluralisme. Kigali considère que le Rwanda avance sur la voie de la démocratisation.



Il en veut pour preuve l'entrée de l'opposition au gouvernement. Le FPR pour sa part, souhaite une réforme constitutionnelle et il croira réellement à la démocratisation lorsqu'il participera lui aussi à un gouvernement de transition et lorsque ces troupes seront entrées dans une armée nationale. Mais de cela, on parlera un peu plus tard même si ces questions sont déjà en filigrane dans le débat qui s'engage sur le système politique rwandais. »

P : ...Il devrait y avoir d'autres négociations d'ici le mois d'octobre.

### **294/ Afrique midi (1992 JAF 0224 C)**

P = Yves Rocle

T = Début tout à l'heure du deuxième round de négociations entre gouvernement rwandais et rebelles du FPR à Arusha.

P : ...Premier thème inscrit : l'Etat de droit.

**Pap. de Monique Mas :**

Diffusé le matin

- Journaux Afrique du 14 août 92 (1992 JAF 0227)

### **295/ Afrique midi (1992 JAF 0227 C)**

P = Nicolas Balique

P : Premier volet d'une enquête réalisée par Jean Hélène. Notre correspondant s'est rendu en zone rebelle dans le nord du pays. La zone contrôlée par le FPR est quasiment déserte...Civils et maquisards suivent avec attention les négociations qui se poursuivent à Arusha.

**Corr. de Jean Hélène :**

«A Gisanbachayo (?) tout près de la frontière ougandaise, c'est le temps des moissons...Dans ce village abandonné par ses habitants durant l'offensive d'avril des Inkotanyi, les rebelles, le FPR a rassemblé pour leur sécurité les quelque 2 000 civils dont il a la charge. Pourquoi ceux-ci sont restés en zone rebelle ? La réponse d'Innocent Tibemanja, responsable du groupe.

**Innocent Tibemanja (trad. en surimp.) :**

J'ai constaté que fuir était inutile, que les combattants du FPR étaient des Rwandais comme les autres et nous décidé de collaborer avec eux.

**Jean Hélène :**

Certains paysans sont ici par hasard, séparés de leur famille dans la confusion des combats. Des combats qui ont provoqué la fuite de 200 000 personnes vers la zone gouvernementale. Et les collines d'habitude surpeuplées sont aujourd'hui totalement silencieuses. Seuls les maquisards sillonnent les chemins, à pied ou en 4x4. Chacun a son histoire comme Sarto Bayenda (?), fils de réfugiés, ancien capitaine de l'armée zaïroise et qui a déserté pour rejoindre le FPR.

**Sarto Bayenda :**

Il le fallait bien. On avait préparé la guerre contre le régime du Rwanda parce que ce régime voulait nous maintenir à l'extérieur du pays pour toute la vie. Ce n'était pas acceptable pour nous. La population à l'intérieur du pays était opprimée et n'avait pas les libertés élémentaires.

**Jean Hélène :**

Autre histoire, autre drame. Celui d'Augustin Monbunyu (?), instituteur qui a dû fuir le Rwanda parce qu'il était soupçonné d'être un agent de l'ennemi.

**Augustin Monbunyu :**

...Quand la guerre a commencé, on m'a arrêté comme complice des combattants du FPR-Inkotanyi...En avril, on m'a libéré suite aux accords de N'Sele...Après je me suis rendu à Kigali pour demander si je pouvais réintégrer mon travail à Gisenyi...Ma femme m'a trouvé en ville et m'a dit qu'on me recherchait pour m'arrêter parce que les Inkotanyi avaient encore attaqué dans le parc national...J'ai fui par le Burundi, puis par la Tanzanie et l'Ouganda et là j'ai retrouvé les combattants du FPR dans les volcans de la région de Ruhengeri.

**Jean Hélène :**

Pour l'heure, le silence qui règne dans les collines témoigne du respect du cessez le feu du 1<sup>er</sup> août. Tous les regards sont tournés vers Arusha...Stanislas Biseruga, commandant du FPR.

**Stanislas Biseruga :**

Nous avons stoppé les opérations militaires...Nous sommes pour le cessez le feu en attendant que peut être la solution politique puisse résoudre le problème.

**Jean Hélène :**

Mais ici, on se dit prêt à reprendre le combat si les négociations n'aboutissent pas. Les maquisards, fils de réfugiés pour la plupart, estiment qu'ils sont enfin rentrés au pays et qu'ils ne s'en laisseront pas chasser à nouveau. »

- Journaux Afrique du 19 août 92 (1992 JAF 0232)

296/ Afrique matin (1992 JAF 0232 A)

P = Philippe Leymarie

T = Un accord conclu hier soir entre le gouvernement rwandais et les rebelles. Il prévoit un gouvernement de transition et une refonte des institutions.

P : 22 mois, c'est ce qu'a duré jusqu'ici la guerre... Un accord signé par Boniface Ngulinzira, le ministre des Affaires étrangères, et par Pasteur Bizimungu, au nom du FPR.

**Pap. de Muriel Pomponne :**

« ...Les deux parties ont défini le nouveau cadre du futur système politique rwandais. Un système basé sur l'unité nationale, la démocratie pluraliste et le respect des droits de l'homme. Concrètement, il s'agit de mettre fin à toutes les discriminations raciales. Par exemple, à supprimer toute référence ethnique dans les documents officiels. Tous les Rwandais devraient être désormais égaux devant la loi. Un principe qu'il faudra enseigner dans les écoles, dans les médias car actuellement il ne va pas de soi. La démocratie pluraliste sera basée sur la séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif... Les élections auront lieu à la fin de la période de transition, à une date non encore déterminée. Le respect des droits de l'homme va se traduire concrètement par la création d'une commission nationale des droits de l'homme et la mise en place d'une enquête internationale sur les violations des droits de l'homme pendant la période de guerre... Les discussions reprendront le 7 septembre prochain avec, à l'ordre du jour, la refonte de l'armée nationale et la participation du FPR au gouvernement. »

**297/ Afrique midi (1992 JAF 0232 C)**

P = Yves Rocle

T = Un accord conclu hier soir entre le gouvernement rwandais et les rebelles sur des réformes politiques, accord qui doit mettre fin à deux ans de guerre civile.

**Pap. de Muriel Pomponne :**

Diffusé la matin

# Septembre 1992

P = présentateur  
T = titres du journal

- Journaux Afrique du 15 septembre 92 (1992 JAF 0259)

## 298/ Afrique matin (1992 JAF 0259 A)

P = Pascal Gautier  
T = Les négociations inter rwandaises dans le vif du sujet. Le FP et le gouvernement discutent partage du pouvoir.

P : Ca négocie ferme à Arusha... Depuis le 7 septembre, les deux acteurs ont engagé une session de pourparlers cruciale puisqu'il s'agit de définir les modalités d'un partage du pouvoir.

### **Pap. de Monique Mas :**

« D'abord, en ce qui concerne les institutions de transition, le FPR réclame la création d'un comité pour la réconciliation nationale, un CRN composé de dix membres issus de ses rangs mais aussi de l'actuel gouvernement, à l'exclusion de l'ancien parti unique... Ce serait en fait l'organe suprême approuvant la composition et le programme du nouveau gouvernement de transition. Une idée qui rebute totalement le gouvernement rwandais, qui propose de son côté d'ouvrir les institutions existantes au FPR mais aussi aux partis de l'opposition interne, y compris à ceux qui ne sont pas actuellement représentés au gouvernement et à l'Assemblée nationale... Le gouvernement rwandais propose aussi l'entrée de députés FPR à l'Assemblée nationale mais il souhaite que les candidats des autres partis se présentent au préalable devant les électeurs. Selon le gouvernement, une transition de six mois devrait suffire. En revanche, le FPR a soumis un calendrier prévoyant notamment le rapatriement des réfugiés, des élections locales, des législatives et un référendum constitutionnel. Une transition de quatre ans jusqu'à la présidentielle. »

P : Cette étape des négociations doit théoriquement prendre fin demain mais on s'attend à une prolongation. La prochaine et dernière étape portera sur l'intégration des deux armées et devrait se solder par un accord de paix.

- Journaux Afrique du 18 septembre 92 (1992 JAF 0262)

### **299/ Afrique midi (1992 JAF 0262 C)**

P = Yves Rocle

T = Suspension des négociations entre les autorités et les rebelles du FPR.

P : Après dix jours de négociations à Arusha, les autorités de Kigali et les rebelles du FP suspendent les discussions. Apparemment, les deux parties butent sur la question du partage du pouvoir pendant la période transitoire.

#### **Pap. de Monique Mas :**

« Alors, suspension mais pas rupture. Et d'abord les points d'accord. Le pouvoir judiciaire n'a jamais vraiment posé problème et puis finalement, les deux parties sont tombées d'accord sur la séparation du législatif et de l'exécutif. Le FPR ne demande plus l'instauration d'un organe suprême cumulant les deux pouvoirs. Un Parlement ouvert à toutes les composantes politiques devrait donc être formé. Reste la question de l'exécutif. Alors là, le FPR voudrait qu'il soit confié à une présidence collégiale de sept membres, parmi lesquels le président Habyarimana. En revanche, le gouvernement souhaite que les actes à prendre par le président de la République et le Premier ministre soit soumis à l'approbation du conseil des ministres. Ces ministres composeraient un gouvernement de coalition comprenant des représentants du FPR mais aussi de l'ensemble des autres partis d'opposition. C'est essentiellement sur ce point que les deux parties devront trancher mais aussi sur la durée de la transition. Restera encore un dernier volet de négociations sur l'intégration des deux armées en conflit avant d'en arriver à l'accord de paix, qui ne sera sans doute pas au point le 10 octobre comme prévu. Mais déjà, les deux parties ont décidé que les dispositions de cet accord de paix prévaudraient sur la Constitution actuellement en vigueur. »

### **300/ Afrique soir (1992 JAF 0262 D)**

P = Edmond Sadaka

T = Après dix jours de négociations, gouvernement et rebelles suspendent momentanément les discussions sur le partage du pouvoir.

#### **Pap. de Monique Mas :**

Diffusé le midi

# Octobre 1992

P = présentateur  
T = titres du journal

- Journaux Afrique du 12 octobre 92 (1992 JAF 0286)

## 301/ Afrique soir (1992 JAF 0286 D)

P = Edmond Sadaka

P = L'insécurité a encore tué au Rwanda. Deux militants des partis d'opposition représentés au gouvernement ont trouvé la mort samedi soir dans un bar de Kigali après une altercation avec des militaires. Pour le ministre des Transports, Félicien Gatabazi, cette insécurité permanente est une stratégie délibérée des partisans de l'ancien régime.

### **Itw de Félicien Gatabazi, ministre des Transports (Monique Mas) :**

«Il y a eu des discussions politiques qui se sont élevées entre les consommateurs et ces militaires. Et alors, ils ont lâché ces grenades. Il y a eu deux morts, un membre de notre parti, le PSD<sup>7</sup>, et un membre du parti MDR. Je ne dirais pas que c'est un attentat politique prémédité mais ce qui est étonnant, c'est de voir justement des militaires qui entrent dans des endroits publics, armés de grenades. Il ne se passe pas une journée ou une nuit sans qu'il y ait un attentat à la grenade quelque part dans un quartier. Les mines anti-véhicule sautent également régulièrement. Il y a un climat d'insécurité. Le pouvoir, le ministère de la Défense et de l'Intérieur, se défendent en disant que ce sont des déserteurs ou des bandits qui se procurent des uniformes et des armes. Mais, quand on voit la fréquence et l'étendue de ces attentats, on ne peut pas s'empêcher de croire qu'il y a une stratégie de déstabilisation du gouvernement.»

P : On l'apprend à l'instant. Le gouvernement et les rebelles du FPR auraient décidé de confier au gouvernement et au Parlement le pouvoir exécutif.

---

<sup>7</sup> PSD : Parti social démocrate

- Journaux Afrique du 13 octobre 92 (1992 JAF 0287)

### 302/ Afrique matin (1992 JAF 0287 A)

P = Philippe Leymarie

T = Un accord dans les négociations sur la paix civile au Rwanda pour la répartition des pouvoirs dans le futur régime.

P : La paix civile au Rwanda. Les négociations sur place à Arusha seraient parvenues hier à un accord sur le transfert des pouvoirs présidentiels actuels à un gouvernement d'union nationale de transition dans lequel le président serait un membre comme un autre. Et puis l'insécurité a encore tué au Rwanda. Deux militants des partis d'opposition représentés au gouvernement ont trouvé la mort samedi soir dans un bar de Kigali après une altercation avec des militaires. Pour le ministre des Transports, Félicien Gatabazi, cette insécurité permanente est une stratégie délibérée des partisans de l'ancien régime.

#### **Itw de Félicien Gatabazi, ministre des Transports (Monique Mas) :**

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« Il y a eu deux morts, un membre de notre parti, le PSD, et un membre du parti MDR. Je ne dirais pas que c'est un attentat politique prémédité mais ce qui est étonnant, c'est de voir justement des militaires qui entrent dans des endroits publics, armés de grenades. Il ne se passe pas une journée ou une nuit sans qu'il y ait un attentat à la grenade quelque part dans un quartier. Les mines anti-véhicule sautent également régulièrement. Il y a un climat d'insécurité. Le pouvoir, le ministère de la Défense et de l'Intérieur, se défendent en disant que ce sont des déserteurs ou des bandits qui se procurent des uniformes et des armes. »

Extraits coupés à la deuxième diffusion :

« Il y a eu des discussions politiques qui se sont élevées entre les consommateurs et ces militaires. Et alors, ils ont lâché ces grenades. » : début de l'interview.

« Mais, quand on voit la fréquence et l'étendue de ces attentats, on ne peut pas s'empêcher de croire qu'il y a une stratégie de déstabilisation du gouvernement. » : fin de l'interview.

### 303/ Afrique midi (1992 JAF 0287 C)

P = Nicolas Balique

T = Un pas décisif franchi dans les négociations entre le gouvernement et le FPR...Si certains détails restent encore à régler, un accord définitif pourrait voir le jour d'ici la fin de la semaine.

**Pap. de Monique Mas :**

« Alors déjà les deux parties sont d'accord. Le pouvoir exécutif sera exercé collectivement à travers les décisions prises au conseil des ministres. Collectivement aussi parce que le chef de l'Etat pourra participer à ce conseil. Mais attention, le chef de l'Etat ne disposera d'aucun pouvoir exécutif en dehors du conseil des ministres, auquel il ne pourra d'ailleurs pas non plus opposer de veto. Bien sûr, il faudra un amendement constitutionnel pour redéfinir cette nouvelle fonction présidentielle réduite à des prérogatives. Et à Arusha les discussions se poursuivent sur celles qui accordent au chef de l'Etat la qualité de chef suprême des armées. Le FPR voulant s'assurer qu'aucun pouvoir réel ne demeure attaché à cette prérogative... Enfin le gouvernement pourrait être dirigé par un Premier ministre épaulé par un vice-Premier ministre. Reste à répartir les portefeuilles de ce gouvernement, dans lequel le FPR va entrer. Et ce sera sans doute l'objet de discussions directes entre le FPR et les partis politiques de l'actuelle coalition gouvernementale. »

**304/ Afrique soir (1992 JAF 0287 D)**

P = Edmond Sadaka

**Pap. de Monique Mas :**

Diffusé le midi

- Journaux Afrique du 19 octobre 92 (1992 JAF 0293)

**305/ Afrique midi (1992 JAF 0293 C)**

P = ?

T = La Tanzanie a l'intention de rapatrier 50 000 réfugiés du Rwanda et du Burundi, accusés de vivre illégalement dans le pays depuis 1966. Dar es-Salam les accuse d'être impliqués dans les activités de l'opposition.

P : ...Ils sont ainsi 200 000 à avoir échappé au conflit interethnique dans leur pays. La décision des autorités tanzaniennes doit prendre effet immédiatement.

**Pap. de Pascal Gautier :**

«Jusqu'à aujourd'hui, leur présence ne posait pourtant pas de problème...Il y a un an un accord avait été conclu sous l'égide du HCR. Il prévoyait bien un rapatriement mais un rapatriement volontaire... Alors, pourquoi cette déclaration du ministre tanzanien de l'Intérieur ? Peut être est-elle à destination intérieure ? Il n'est pas inutile de rappeler qu'en juillet dernier, la Tanzanie avait accusé les Burundais présents sur son sol d'être impliqués dans les activités de l'opposition. »



- Journaux Afrique du 24 octobre 92 (1992 JAF 0298)

**306/ Afrique matin (1992 JAF 0298 A)**

P = Danielle Lefèvre

P : Au Rwanda, on discute de l'approbation et de l'application des accords d'Arusha conclu avec les rebelles du FPR. Certains partis d'opposition présents dans le gouvernement contestent d'ailleurs certaines des positions adoptées à Arusha par le ministre des Affaires étrangères, Boniface Ngulinzira, et notamment à propos des modalités de l'élection d'une future Assemblée nationale. C'est d'ailleurs le cas de son propre parti, le MDR. Son président Faustin Twagiramungu se plaint que l'on ne tienne pas compte de l'avis des partis.

**Itw de Faustin Twagiramungu, président du MDR :**

«Monsieur Ngulinzira pourra vous le dire. Il agit au nom du gouvernement, et non pas au nom de notre parti. Si les élections étaient acceptées à Arusha, il est évident que Monsieur Ngulinzira sera désavoué parce qu'il n'aura pas défendu la ligne du parti, qui est celle en fait d'accepter la conférence nationale réunissant les partis politiques et la société civile, au sein de laquelle une Assemblée législative serait choisie. Comme vous le savez, le président, il a ce qu'il appelle ici la majorité présidentielle au sein de son gouvernement. Donc c'est le gouvernement qui négocie et non pas les partis, c'est très curieux. ... »

- Journaux Afrique du 31 octobre 92 (1992 JAF 0305)

**307/ Afrique matin (1992 JAF 0305 A)**

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ MANIF VIOLENTE A KIGALI (MISKE)

**308/ Afrique soir (1992 JAF 0305 D)**

P = Philippe Couve

P : Les négociations viennent d'être ajournées pour deux semaines entre le gouvernement et le FPR en Tanzanie. A Kigali, vendredi, une manifestation du CDR<sup>8</sup>, un parti proche du pouvoir, a eu lieu pour réclamer la libération de certains de ses membres, accusés de l'assassinat d'un membre d'un parti d'opposition. La

---

<sup>8</sup> CDR : Coalition pour la défense de la République

manifestation a donné lieu à des saccages, notamment au Palais de Justice mais aussi au siège du parti social-démocrate, représenté au sein du gouvernement de transition. Le vice-président du PSD estime que cette manifestation prouve la mauvaise volonté du président Habyarimana à l'égard du processus de démocratisation et des négociations avec le FPR.

**Itw de Théoneste Gafaranga, vice-président du PSD (Monique Mas) :**

« C'était une manifestation orchestrée par le pouvoir, et surtout par le président de la République qui, se voyant perdre sur tous les fronts, il a perdu la guerre, maintenant les négociations sont en bonne voie pour la paix, et comme son parti et lui-même ne voudraient pas que ces négociations aboutissent, il voudrait engager le Rwanda dans une sorte de « togolisation ». Ce qui m'en donne l'assurance, c'est qu'au cours de la manifestation, les membres les plus influents de son parti, tel le secrétaire général de son parti, se pavanaient au milieu des manifestants. Nos locaux ont été saccagés... »

# Novembre 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er novembre 92 (1992 JAF 0306)

## **309/ Afrique matin (1992 JAF 0306 A)**

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ POUR NEGOC. AVEC FPR (SON TH. GAFARANGA)

- Journaux Afrique du 5 novembre 92 (1992 JAF 0310)

## **310/ Afrique matin (1992 JAF 0310 A)**

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ DESACCORD SUR PARTAGE POUVOIR (POMPONNE)

- Journaux Afrique du 6 novembre 92 (1992 JAF 0311)

## **311/ Afrique matin (1992 JAF 0311 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Le Premier ministre du Rwanda s'explique sur les mutineries de soldats dans plusieurs camps militaires ces dernières semaines.

P : Hier après-midi, lors d'une conférence de presse, à Kigali, le Premier ministre Dismas Nsengiyaremye a fait le point sur de récents remous dans l'armée rwandaise, des remous qui étaient liés sans doute à la récente réintégration de quinze officiers dans l'armée, des hommes qui avaient des liens supposés avec le FPR, l'organisation d'opposition.

**Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre :**

«Il y a eu une certaine rébellion dans le camp militaire de Kanombe, où un certain nombre d'éléments limités...est sorti du camp et s'est dirigé vers la ville dans le cadre de créer des troubles mais il n'a jamais été précisé qu'il fallait à tout prix assassiner le Premier ministre. J'ai déjà précisé qu'une enquête appropriée était en cours et qu'il fallait attendre les conclusions de cette enquête. Concernant l'agitation dans le camp de Kigali, qui se serait produit en date du 30 octobre...Là aussi il y a eu une tentative de rébellion qui a avorté...Je ne peux pas affirmer carrément que j'ai fait l'objet de tentatives d'assassinat mais c'est possible aussi. »

- Journaux Afrique du 20 novembre 92 (1992 JAF 0325)

**312/ Afrique matin (1992 JAF 0325 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = 10 000 personnes dans les rues de Kigali hier pour protester à nouveau contre le blocage des négociations d'Arusha avec l'opposition armée. Pour les manifestants, c'est le chef de l'Etat qui freine le processus.

P : Le Rwanda, toujours à la recherche d'une paix civile. Les négociations, gouvernement - opposition - armée, piétinent à Arusha et l'insécurité sévit toujours dans le pays. Sept personnes sont mortes ces derniers jours dans des affrontements politiques, non loin de Kigali, la capitale. C'est pour protester contre cette situation que près de 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Kigali à l'appel des quatre partis d'opposition, qui participent au gouvernement de transition. Juvénal Habyarimana a été la cible des manifestants, qui l'accusent de bloquer les négociations de paix d'Arusha. Le président qui répond que le ministre des Affaires étrangères, qui mène les discussions et qui appartient à l'opposition, ne pense, lui, qu'aux seuls intérêts de son parti. Le général Habyarimana parle même de chiffon de papier quand il évoque les premiers accords d'Arusha. Dur, dur, le futur partage du pouvoir Monique Mas.

**Pap. de Monique Mas :**

«Dans ce partage, le chef de l'Etat perd beaucoup de ses pouvoirs présidentiels puisque l'exécutif devrait être transféré au conseil des ministres. Reste à mettre sur pied un nouveau gouvernement élargi au FPR. Et là, le parti du président a toutes les raisons de craindre d'être mis en minorité...Pour l'instant, il tient la moitié des portefeuilles et un droit de veto de fait au conseil des ministres que les quatre autres partis espèrent bien annuler par une redistribution des portefeuilles à l'occasion de l'entrée du FPR au gouvernement. Alors, pour se redonner du poids, le parti du président vient de s'unir dans une alliance avec d'autres partis qu'il entend imposer à Arusha, donc dans le futur gouvernement. Mais, ni le FPR, ni le reste de la classe

politique rwandaise ne sont disposés à cette nouvelle concession. Ils accusent le pouvoir d'alimenter l'insécurité pour faire pression. »

### **313/ Afrique soir (1992 JAF 0325 C)**

P = Edmond Sadaka

P : Une soixantaine de personnes blessées, une centaine d'arrestations après les manifestations d'hier dans les rues de Kigali à l'appel de l'opposition... Depuis le début de la semaine, les violences politiques ont fait une demi-douzaine de morts... Le Premier ministre accuse le parti du président Habyarimana.

**Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre (Monique Mas) :**

«Jusqu'à présent, les principaux responsables de ces troubles font partie des jeunesses des partis et plus particulièrement des jeunesses de l'ancien parti unique, le MRND...Nous nous inquiétons dans la mesure où tous les auteurs de troubles ne sont pas encore arrêtés et traduits en justice.

**(Q. de M.M. : comment expliquez-vous cette recrudescence de la violence ?)**

...c'est suite, à mon avis, au fait que les négociations d'Arusha avancent positivement et que le MRND a accueilli le résultat de ces négociations avec beaucoup de réticences... »

- Journaux Afrique du 21 novembre 92 (1992 JAF 0326)

### **314/ Afrique matin (1992 JAF 0326 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Bilan de la manifestation d'avant-hier à Kigali sur le blocage des négociations à Arusha. Une cinquantaine de blessés et une centaine d'arrestations.

P : ...Des troubles que le Premier ministre attribue au fait que les jeunesses de certains partis, dont l'ex-parti unique, soient surarmées.

**Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre (Monique Mas) :**

Diffusée la veille au soir

- Journaux Afrique du 27 novembre 92 (1992 JAF 0332)

**315/ Afrique matin (1992 JAF 0332 A)**

P = Nathalie Amar

P : Et puis les négociations entre le gouvernement rwandais et le FP ont repris à Arusha avec deux jours de retard.

Pourtant le contenu de la notice Loris était le suivant :  
RWANDA/REFUGIES (SON AMB. BURUNDI)

**316/ Afrique midi (1992 JAF 0332 C)**

Pas de mention du Rwanda

**317/ Afrique soir (1992 JAF 0332 D)**

Pas de mention du Rwanda

# Décembre 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 11 décembre 92 (1992 JAF 0346)

## **318/ Afrique matin (1992 JAF 0346 A)**

Pas de mention du Rwanda

Pourtant le contenu de la notice Loris était le suivant :

RWANDA/DEM. MIN. JUSTICE/SON MBONAMPENGA/MAS.

- Journaux Afrique du 22 décembre 92 (1992 JAF 0357)

## **319/ Afrique soir (1992 JAF 0357 D)**

Bande muette

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/BURUNDI (DIOP)

- Journaux Afrique du 23 décembre 92 (1992 JAF 0358)

## **319/ Afrique matin (1992 JAF 0358 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Accord sur la composition du futur gouvernement de transition, avec participation de l'opposition armée.

P : Les contours du fameux gouvernement de transition dont on parle depuis des mois se précisent en fin. Il y a eu en tout cas accord hier à Arusha sur la répartition des portefeuilles avec l'entrée confirmée du FPR.

**Pap. d'Assane Diop :**

"Cinq portefeuilles ministériels sont prévus pour la mouvance présidentielle, quatre pour le MDR et autant pour le FPR, c'est-à-dire les ex-rebelles. Enfin, deux

portefeuilles sont réservés à d'autres formations politiques... Autre principe retenu : le poste présidentiel sera assuré par le parti d'Habyarimana, le Premier ministre appartiendrait au MDR, quant au FPR, il se verrait attribuer le poste de vice-Premier ministre ainsi que le portefeuille de l'Intérieur. Ces points nécessitent encore des concertations avant un accord final, nous ont déclaré les participants aux négociations d'Arusha que nous avons joints sur place. »

- Journaux Afrique du 24 décembre 92 (1992 JAF 0359)

**320/ Afrique midi (1992 JAF 0359 B)**

P = Yves Rocle

P : La situation est toujours aussi instable malgré les négociations entre la guérilla et les autorités. Les progrès régulièrement annoncés dans ces discussions ne changent rien à la réalité du terrain. Les affrontements se poursuivent et des dizaines de milliers de personnes sont toujours déplacées.

**Pap. de Jérôme Bastion :**

« 350 000 personnes déplacées dans le nord du pays, c'est un chiffre minimum... Dans cette région très peuplée et aux terres agricoles surexposées, ces déplacements de population posent d'énormes problèmes d'approvisionnement pour la Croix rouge rwandaise... Le CICR a aussi mandat de vérifier les conditions de détention des prisonniers des forces gouvernementales. Il a pour cela toute liberté de visiter les prisons et les brigades de gendarmerie de la région et de prévenir éventuellement les abus... Force est de constater que, depuis la signature du cessez le feu, les hostilités n'ont pas totalement cessé. C'est ce qu'a pu constater le groupe d'observateurs neutres de l'OUA. Le commandant en chef de ce groupe a remis le 18 décembre dernier au président Habyarimana un rapport constatant que les accrochages avaient régulièrement lieu, que le couloir de sécurité entre les deux parties n'étaient toujours pas mis en place. Bref que les termes du cessez le feu n'étaient pas respectés. Tout cela alors que les négociations à Arusha pour l'entrée du FPR au gouvernement piétinent, le MRND au pouvoir refusant de partager les portefeuilles avec les anciens rebelles. »

**321/ Afrique soir (1992 JAF 0359 C)**

Bande muette

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ TROUBLES (SON W.STOCKER, CHEF DELEG. CICR sur conditions de vie des réfugiés : nourriture, surpopulation des camps)



- Journaux Afrique du 25 décembre 92 (1992 JAF 0360)

**322/ Afrique matin (1992 JAF 0360 A)**

P = Nathalie Amar

P : La guerre ... a provoqué l'exode d'environ 350 000 personnes. Depuis deux ans, le CICR est sur place pour distribuer la nourriture fournie par le PAM.

**Itw de Walter Stocker, délégué du CICR :**

« La problème majeur, c'est bien sûr la nourriture... Dans certains grands camps, il y a entre 20 et 30 000 personnes... Actuellement, c'est insuffisant ce que l'on arrive à fournir... »

# Janvier 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 01 janvier 93 (1993 JAF 0001)

## 323/ Afrique matin (1993 JAF 0001 A)

P = Philippe Leymarie

P : Remontée assez nette de la tension. Il y a eu des attaques contre des pasteurs au nord-ouest du pays. Il y aurait eu plusieurs morts. Et puis à Kigali, l'organisation de jeunesse de l'ancien parti unique a bloqué hier toutes les voies d'accès pour protester contre les premiers accords signés avec la rébellion à Arusha.

### **Pap. de Monique Mas :**

« Après les grenades et les mines qui ont jalonné 92, après la bombe de Noël dans un nightclub, c'est la paralysie qui a frappé Kigali pour la Saint-Sylvestre. Toute la matinée, les jeunes du parti du président et de son allié le CDR ont bouclé la capitale. Une manifestation énergique pour démontrer qu'ils ont la capacité de bloquer les négociations d'Arusha, ont déclaré leurs porte-paroles, ajoutant qu'il n'y aurait pas d'accord de paix avec le FPR contre leur gré. Le président Habyarimana a renchéri en accusant certains partis d'essayer d'accaparer le pouvoir. Car l'enjeu, c'est en fait la répartition à Arusha des portefeuilles du futur gouvernement de transition. Et le parti du président redoute d'être minoritaire au sein d'un conseil des ministres fort du pouvoir exécutif. Mais la Saint-Sylvestre a aussi été très angoissée à Gisenyi où des dizaines de pasteurs Bagogwe ont dû fuir leur maison brûlée. Déjà début 91, 1 300 d'entre eux avaient été massacrés en guise de vengeance après une offensive victorieuse du FPR. Les Bagogwe sont apparentés aux Tutsis et il y a une quinzaine de jours, le n°2 du parti du président a déclaré dans un meeting à Gisenyi que « pour régler le problème tutsi, il fallait les éliminer tous et renvoyer leur corps chez eux, au fil de l'eau. »

P : Et puis radio Rwanda a signalé hier soir qu'une explosion avait eu lieu dans un hôtel à Butare faisant sept blessés, un hôtel qui est la propriété d'un ressortissant belge.

### **324/ Afrique midi (1993 JAF 0001 B)**

Pas de mention du Rwanda

### **325/ Afrique soir (1993 JAF 0001 C)**

Pas de mention du Rwanda

- Journaux Afrique du 07 janvier 93 (1993 JAF 0007)

### **326/ Afrique midi (1993 JAF 0007 C)**

P = Yves Rocle

P : L'aide humanitaire en direction des quelque 350 000 réfugiés du nord du pays doit pouvoir reprendre. Le gouvernement et les rebelles ont conclu un accord pour laisser passer les convois en provenance de l'Ouganda... Sur le plan politique, le gouvernement et le FP ont trouvé un terrain d'entente...

#### **Pap. de Monique Mas :**

«Le parti du président, le MRND, a du s'incliner. Pourtant pendant des semaines, il a tenté d'imposer l'entrée au gouvernement du CDR, du Comité pour la défense de la république, son allié, qui défend en priorité les intérêts de la communauté hutue. Car, à Arusha, les négociateurs avaient envisagé d'ouvrir le gouvernement à d'autres partis. Deux portefeuilles avaient été réservés à cet effet... Mais les négociateurs ont rejeté le CDR comme sectaire et coupé la poire en deux. L'un des fameux portefeuilles réservés ira au FPR, qui obtient au total cinq portefeuilles, dont celui de l'Intérieur, l'autre ira au MRND qui conserve la présidence de la République ainsi que le ministère de la Défense et disposera de cinq portefeuilles au total. Les quatre autres partis du gouvernement actuel conservent leurs portefeuilles, dix au total, plus la primature. Personne n'aura la majorité au conseil des ministres... »

P : Les représentants du gouvernement et du FPR vont se retrouver très bientôt. Cette fois, ils discuteront de la fusion des deux armées, l'armée gouvernementale et l'armée des guérilleros du FPR. Ils discuteront aussi du retour des réfugiés.

### 327/ Afrique soir (1993 JAF 0007 D)

P = Edmond Sadaka

T = Accord entre le gouvernement et les rebelles sur la répartition des portefeuilles ministériels.

P : ... Mais parmi les cinq partis qui composent le gouvernement, l'un est mécontent, le MRND. Il n'a pas obtenu de pouvoir faire entrer certains de ses alliés dans la nouvelle équipe.

**Itw du secrétaire général du MRND, Matthieu Ngirumpatse :**

«...Tel que ça était fait, il n'y a aucun parti de l'alliance à part le MRND, qui a été retenu. Nous risquons d'être constamment minoritaire. Ça ne nous intéresse pas de participer à un gouvernement où nous n'avons aucun rôle. Comme vous le savez, l'accord d'Arusha III dispose que le conseil des ministres, pour éviter les blocages, va voter aux deux tiers. Et si nous ne pouvons nous opposer à aucune décision, il est inutile d'y aller. Le FPR et les autres partis qui font partie des forces démocratiques du changement ont signé une sorte d'accord de se mettre ensemble jusqu'au renversement du MRND, du président de la République. »

- Journaux Afrique du 10 janvier 93 (1993 JAF 0010)

### 328/ Afrique midi (1993 JAF 0010 C)

P = Isabelle Gemot

P : ...Le MRND, le parti d'Habyarimana, aura 6 des 22 postes du nouveau gouvernement, dont celui de Premier ministre et de ministre de la Défense. Le FPR en aura 5, dont celui de vice-Premier ministre et de ministre de l'Intérieur.

**Invité : Pasteur Bizimungu, chef de la délégation du FPR à Arusha (Théogène Karabayinga) :**

«L'accord nous donne totalement satisfaction. Non pas à cause des places que nous avons obtenu dans le gouvernement et l'Assemblée nationale mais parce que nous marquons un pas dans le sens de la paix...

**(Q. de T.K. : Cet accord que vous avez conclu a tout de même attendu plusieurs semaines. Qu'est-ce qui bloquait la signature ?)**

Ce qui bloquait, c'était l'attitude du MRND depuis le 27 octobre...Il a fallu l'entremise du président tanzanien et son envoyé à Kigali pour trouver un terrain d'entente. Et puis il y a eu des concessions de part et d'autre.

**(Q. de T.K. : Est-ce que vous n'avez pas l'impression que ces réticences risquent de ressurgir plus tard, pour la suite des négociations, notamment quand il s'agira de discuter de la fusion entre les deux armées ?)**

...Nous sommes disposés à faire tout notre possible pour conclure un accord sur le plan militaire. Je ne sais pas quel genre de problèmes peut soulever l'autre partie.

**(Q. de T.K. : est-ce que vous avez déjà un calendrier pour ces futures négociations ?)**

Le calendrier n'a pas encore été établi mais on peut envisager qu'il y aura une pause de deux à trois semaines...

**(Q. de T.K. : En ce qui concerne le futur parlement, l'accord que vous avez signé admet que l'ensemble des forces politiques va y participer. Est-ce que vous avez l'assurance qu'ils sont sur la même longueur d'ondes que vous et vont coller à l'esprit même de cet accord ?)**

Certainement pas... Il y a des partis sectaires comme le CDR et les autres partis de l'alliance du MRND, qui ont été impliqués dans la violence et s'opposent au principe de l'état de droit. Nous avons convenu que toutes les fautes politiques, y compris le FPR, avant de rentrer dans les institutions de transition, devraient marquer un tournant dans l'histoire de notre pays et accepter un code de conduite qui sera caractérisé par l'adhésion totale au principe de l'unité nationale, de la démocratie et de la réconciliation nationale.

**(Q. de T.K. : Maintenant que l'accord est signé, vous allez retourner sur le front. Est-ce que vous avez des informations sur le respect du cessez le feu ?)**

Le cessez le feu est épisodiquement ignoré. Comme la semaine dernière où l'armée rwandaise a envoyé dans notre zone un minibus rempli de militaires. Il y a eu des accrochages mais globalement le cessez le feu est respecté. L'accord, lui, de cessez le feu n'est pas respecté parce qu'il y a certaines clauses qui n'ont pas été respectées. Par exemple, le retrait des troupes étrangères. Les troupes françaises, qui, ces derniers jours, se sont même manifestées sur le front. Le FPR ne va pas terminer ce processus de paix sans poser ce problème capital. Puisque les troupes françaises ont été impliquées, nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, dans la guerre entre le gouvernement et le FPR. Et le FPR n'est pas rassuré de rentrer à Kigali pendant que ces troupes étrangères hostiles se trouvent là en place. Nous allons certainement poser le problème avant de conclure le processus de paix.

**(Q. de T.K. : A quel moment vous voyez à peu près la signature de l'accord de paix définitif ?)**

Disons d'ici un mois et demi. »

- Journaux Afrique du 19 janvier 93 (1993 JAF 0019)

**329/ Afrique matin (1993 JAF 0019 A)**

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la fiche Loris :

Rwanda : FPR M.Mas

- Journaux Afrique du 20 janvier 93 (1993 JAF 0020)

### **330/ Afrique midi (1993 JAF 0020 C)**

P = Yves Rocle

P : Situation particulièrement tendue ce matin à Kigali. La ville est complètement paralysée par une manifestation assez violente. Des mouvements de jeunesse de l'ancien parti unique.

#### **Pap. de Muriel Pomponne :**

«Depuis cette nuit, les partisans de l'ancien parti unique, le MRND, bloquent les rues de Kigali. Ce matin, la plupart des habitants n'ont pas pu sortir de chez eux... Les forces de l'ordre ne sont, semble-t-il, pas intervenues... A l'origine de ce mouvement, les accords d'Arusha signés le 9 janvier dernier... Le MRND doit avoir cinq postes, c'est-à-dire autant que la guérilla du FPR. Il s'estime lésé et accuse le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, tous deux issus de partis d'opposition, d'avoir cédé devant le FPR, d'avoir en somme trahi le pays... Le prochain round de négociations sur la réorganisation de l'armée doit avoir lieu le 25 à Arusha, mais le chef de l'Etat n'aurait pas encore envoyé les ordres de mission.»

### **331/ Afrique soir (1993 JAF 0020 D)**

P = Edmond Sadaka

P : ... Les barrages n'ont été levés que vers 15 h. Ce soir, la capitale a retrouvé son calme mais d'après des sources proches de l'opposition, il y a eu un mort et une vingtaine de blessés, plusieurs habitations ont été endommagées... Pour le président du parti libéral, Justin Mugenzi, les manifestations organisées ce matin visent une stratégie précise du MRND.

#### **Itw de Justin Mugenzi, président du parti libéral (Théogène Karabayinga) :**

«Le but poursuivi par les partisans du MRND, c'est de faire des provocations de la population pour que s'il y a des contre-manifestations, ça puisse dégénérer en une sorte de guerre civile.

**(Q. de T.K. : Dans quel but à votre avis ?)**

Dans le but de déstabiliser, pour essayer de maintenir le président Habyarimana le plus longtemps au pouvoir.

**(Q. de T.K. : Est-ce que vous pensez que la reprise des négociations dans moins d'une semaine à Arusha peut être compromise par ce climat ?)**

... Nous pensons que ce qu'ils font actuellement, c'est une tentative dans le sens de boycotter la reprise. »

- Journaux Afrique du 21 janvier 93 (1993 JAF 0021)

**332/ Afrique matin (1993 JAF 0021 A)**

P = Philippe Couve

T = Couvre-feu imposé à Kigali. Des incidents ont opposé hier partisans et adversaires du chef de l'Etat.

**Itw de Justin Mugenzi, président du parti libéral (Théogène Karabayinga) :**  
Diffusée la veille au soir

**333/ Afrique midi (1993 JAF 0021 C)**

P = Yves Rocle

P : ... Le bilan officiel publié ce matin fait état de deux morts et de plusieurs blessés. Les partisans du président Habyarimana ont par ailleurs incendié plusieurs maisons et véhicules appartenant à des opposants.

- Journaux Afrique du 23 janvier 93 (1993 JAF 0023)

**334/ Afrique matin (1993 JAF 0023 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = De nouveaux incidents entre jeunes partisans du chef de l'Etat et jeunes de l'opposition. Bilan : six morts en deux jours.

P : ...La tension reste vive dans plusieurs quartiers de la capitale et des manifestations ont lieu un peu partout dans le pays. Je vous rappelle que les jeunes du MRND veulent la dissolution du l'actuel gouvernement...Par ailleurs, une mission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda vient de rendre son rapport après deux semaines passées sur place. Rapport qui confirme un climat d'insécurité et de terreur et qui charge les agents de l'Etat, accusés de pratiquer systématiquement meurtres et viols. Pour maître Eric Gillet, avocat au barreau de Bruxelles, mandaté par la FIDH, on peut bel et bien parler de génocide de l'ethnie tutsie.

**Itw de maître Eric Gillet, avocat au barreau de Bruxelles (Addala Benraad) :**

« Nous parlons de génocide. Pourquoi ? Parce qu'on a pu déceler qu'il y avait une véritable intention d'atteindre l'ethnie tutsie, que dans les régions où les choses se